

15 décembre 1998, Québec

Allocution à l'occasion de l'assermentation du nouveau Conseil des ministres

Madame le lieutenant-gouverneur,

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Honorables juges en chef,

Monsieur l'ambassadeur,

Mesdames et messieurs les consuls généraux,

Très Révérend,

Messieurs les maires,

Mesdames, Messieurs les ministres et les membres de l'Assemblée nationale,

Distingués invités,

Le 30 novembre, les Québécoises et les Québécois ont choisi l'équipe et les idées avec lesquelles ils entreront dans le troisième millénaire. Ils se sont ainsi dotés d'une remarquable équipe de députés. Je peux en tirer aujourd'hui un gouvernement nouveau combinant, il me semble, ce qu'il faut de jeunesse et d'expérience, de sagesse et d'audace pour préparer avec succès le passage du Québec à l'an 2000. Je suis fier de présenter un gouvernement qui, dans sa composition comme dans les tâches qu'il s'assigne, est résolument tourné vers l'avenir, la création d'emploi, la nouvelle économie, la science, la technologie, l'autoroute de l'information; un gouvernement qui met la jeunesse au centre de son action pour l'éducation, la formation, l'insertion en emploi, la qualité de vie; et un gouvernement qui reflète plus clairement que jamais une réalité québécoise de plus en plus forte et prometteuse : la montée en puissance des femmes.

En effet, pour la première fois de notre histoire, près du tiers des postes ministériels sont tenus par des femmes. Pour la première fois, on trouve une femme ministre de la Justice et une autre, ministre des Affaires municipales et de la Métropole. Surtout, on trouve, à plus de postes majeurs du gouvernement québécois que jamais auparavant, des femmes talentueuses et engagées, des femmes qui portent le Québec vers l'avant. Pendant le dernier mandat, nous avons augmenté de 136 % le nombre de Québécoises dans la haute fonction publique. Aujourd'hui, avec des femmes ministres à la Santé, aux Relations internationales, à la Culture, au Travail et à l'Emploi, aux Affaires municipales et à la Métropole, à la Justice, au Revenu, à la Famille et à l'Enfance; avec un Comité des priorités et un Conseil du trésor composés pour près de la moitié de femmes, nous voulons faire entrer le Québec dans le prochain siècle avec une proportion inégalée de Québécoises aux leviers de commandes de nos affaires collectives.

Un Québec enfin solide

Ce Québec de l'an 2000, ce sera d'abord un Québec financièrement solide qui a les moyens de sa solidarité. Dans moins de quatre mois, avec le dépôt d'un budget affichant un déficit zéro, nos finances collectives seront en équilibre, pour la première fois en 40 ans. Ce résultat, on le doit à la solidarité de tout le Québec, à la détermination de toute l'équipe ministérielle, mais au premier chef au travail de deux ministres, que je reconduis dans leurs fonctions: Bernard Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, et Jacques Léonard, président du Conseil du trésor. Sur le plan financier, leur tâche, pendant la prochaine année, sera d'assurer l'élimination du déficit et de protéger le filet social de base du Québec en finançant les besoins nouveaux en santé, en éducation et la garantie d'appauvrissement zéro pour les plus démunis.

Depuis quatre ans, le réseau de la santé a connu une réforme difficile mais salubre, sous la gouverne de Jean Rochon, à qui le Québec tout entier est redevable et pour longtemps. Pour la phase de consolidation du réseau de la Santé, j'ai choisi une femme dont la compétence et l'efficacité sont également partout reconnues: Pauline Marois. L'équilibre budgétaire, la protection de notre filet social de base, la réussite de la réforme de la santé, la mise en place des derniers éléments de notre politique familiale, ce sera pour l'essentiel l'heureux résultat du travail que nous avons accompli ces quatre dernières années.

Une mobilisation nationale pour l'emploi

Sur ce socle enfin solide, nous allons construire. D'abord, pour l'emploi. La stratégie Objectif: Emploi de Bernard Landry, qui a déjà commencé à produire de grands succès, va pouvoir se déployer, secteur par secteur. Avec nos nouveaux outils nationaux, régionaux et locaux, nous allons pouvoir déclencher une véritable mobilisation nationale pour l'emploi. Nous le ferons notamment à l'occasion des Journées régionales pour l'emploi qui nous amèneront dans chaque région du Québec. Ces journées impliqueront toute l'équipe économique du gouvernement, et seront organisées sous l'égide d'un tandem du renouveau et de l'expérience, formé de la ministre du Travail et de l'Emploi, Diane Lemieux, et du ministre des Régions, Jean-Pierre Jolivet. La mobilisation pour l'emploi impliquera un effort renouvelé de mise en valeur de nos ressources naturelles, un mandat que je confie à Jacques Brassard, qui reste également leader parlementaire. Nous voulons davantage d'emploi en agriculture, et c'est la tâche de son nouveau titulaire, Rémy Trudel. Nous voulons plus d'emploi en Tourisme, ce à quoi travaillera le nouveau ministre délégué au Tourisme, Maxime Arseneau. Nous voulons plus d'emploi grâce à l'augmentation de nos exportations et à la prospection d'investissements, ce à quoi œuvrera le nouveau ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, Guy Julien. Et nous voulons continuer à faire en sorte que notre création culturelle, qui renouvelle constamment notre identité de francophones d'Amérique, procure des dizaines de milliers d'emplois aux artisans de l'excellence culturelle québécoise. Une nouvelle ministre de la Culture et des Communications, Agnès Maltais, en a le mandat.

Et nous voulons que ces emplois se créent dans le respect de notre patrimoine environnemental et dans une approche de développement durable. C'est pourquoi Paul Bégin garde le portefeuille de l'Environnement qu'il gère avec brio depuis plus d'un an, il assumera en plus la responsabilité de la Capitale nationale et de la région de Québec. Faire du Québec un carrefour mondial de l'économie du savoir Au cours des dernières années,

nous avons constaté la remarquable croissance, dans la métropole et partout au Québec, des emplois de la nouvelle économie. Déjà, peuple de 7 000 000 d'habitants, nous comptons parmi les dix premières nations au monde pour le multimédia, les technologies de l'information, l'aérospatiale, le matériel roulant, la pharmaceutique, l'ingénierie. Le Québec est en train de devenir une référence en matière d'économie du savoir. Le nouveau gouvernement veut accélérer cette tendance et faire du Québec un carrefour mondial de l'innovation. Cet objectif est à notre portée si nous mobilisons nos énergies pour y arriver. Et je ne peux penser à signal de volonté politique plus fort que la nomination, au poste de nouveau ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, de Jean Rochon. Il sera chargé de définir rapidement une nouvelle politique québécoise de la recherche scientifique, en consultation avec les milieux universitaires et économiques. Cette politique favorisera les synergies entre les aides gouvernementales existantes et à venir, la recherche et le développement en entreprise, la recherche scientifique et technique dans les institutions supérieures d'éducation. Pour y arriver, il présidera un comité formé de ses collègues de l'Industrie et du Commerce, de l'Éducation, de la Santé. Y siègera aussi le nouveau ministre délégué à l'Autoroute de l'information et aux Services gouvernementaux, David Cliche.

Pour une des mains-d'œuvre les mieux formées du continent

Pour réaliser tout ce que je viens de dire, il y a cependant une condition essentielle. Il faut que la jeunesse du Québec soit bien équipée pour les défis de l'emploi et de la nouvelle économie. Déjà, des entreprises d'Europe, d'Amérique et d'Asie, implantées ici en nombre croissant, vantent la qualité de la main-d'œuvre québécoise : sa compétence, son dynamisme, sa loyauté. Trop d'entreprises doivent cependant renoncer à des embauches à cause d'une pénurie de main-d'œuvre spécialisée, et les partenaires socio-économiques sont tous conscients des efforts nouveaux à consentir pour mieux arrimer l'école et l'entreprise. Depuis quatre ans, notamment sous la gouverne de Pauline Marois, nous avons engagé une grande réforme de l'éducation primaire et secondaire axée sur la réussite, le retour aux matières de base, la dévolution de plus de pouvoirs à l'école et aux parents et, enfin, la création des commissions scolaires linguistiques. Le virage de la formation, aussi, a été lancé. Le temps est venu de passer à une vitesse encore supérieure et de se fixer deux ambitieux objectifs. D'abord, nous voulons avoir au Québec une des mains-d'œuvre les mieux formées du continent, en faisant de la formation un des piliers de notre système d'éducation et de la vie des entreprises. Deuxièmement, et simultanément, il faut doter le Québec d'une capacité de réagir rapidement aux besoins nouveaux de l'économie pour que pas un emploi ne se perde pour la jeunesse du Québec. Cela passe par des formations courtes et par un dialogue plus constant entre les partenaires, l'éducation et l'entreprise. Le temps est venu aussi de concentrer les énergies sur l'éducation supérieure, les cégeps et les universités, et de trouver rapidement avec eux des moyens de mieux contribuer à la société du savoir et à l'économie du savoir. La prospérité du Québec de demain dépend non seulement du financement nouveau qu'il faut accorder à l'enseignement supérieur et à la recherche, mais également à leur nécessaire modernisation.

Vous comprendrez qu'il s'agit là de tâches majeures, à la jonction de l'éducation, de la formation, de l'innovation et de l'entreprise. C'est pourquoi j'ai confié cette responsabilité à un jeune diplômé des HEC, qui a su faire sa jonction individuelle avec l'entreprise, et qui a su travailler en partenariat avec le milieu. Il s'agit de François Legault. Ministre d'État à l'Éducation, François Legault devient aussi ministre de la Jeunesse et, à ce titre, chargé du

grand rendez-vous que nous nous sommes engagés à tenir avec notre avenir collectif. Le Sommet du Québec et de la jeunesse sera l'occasion d'une grande conversation entre les générations sur la façon d'élargir la place des jeunes et de tracer des perspectives d'avenir pour le début du nouveau siècle. Il y sera question d'économie et d'emploi, de travail autonome, d'éducation et de mieux-être. Comme pour le Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, ce nouveau sommet mobilisera les grands décideurs québécois et tout le gouvernement. En particulier, le nouveau ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair, définira les moyens actuels et à venir de faire reculer la pauvreté chez certains groupes de jeunes, et à leur redonner espoir. Le nouveau ministre délégué à la Protection de la jeunesse, Gilles Baril, sera appelé à se pencher sur les problèmes de désespérance qui assaillent certains jeunes, sur leurs causes et leurs remèdes.

Le nouveau ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Robert Perreault, invitera les jeunes des communautés culturelles et de la communauté anglophone à s'engager dans les chantiers que nous voudrions ouvrir avec eux. Une politique de rassemblement Ce qui m'amène à parler de la politique de rassemblement que nous voulons pratiquer, plus que jamais, au cours de ce nouveau mandat. Aux Relations avec les citoyens, Robert Perreault poussera plus loin notre volonté de rassembler, dans des projets communs, les Québécoises et les Québécois de toutes origines. Il établira des ponts nouveaux avec ceux qui, dans la communauté anglophone, cherchent la concertation et la convergence avec le reste de la société québécoise.

Du rassemblement et de la convergence, nous en aurons besoin dans le dossier de la Métropole. Le regain économique de la ville et de la région, la reconversion de ses industries, la renaissance de la rue Sainte-Catherine, chaque nouveau succès souligne le décalage croissant avec une structure de décision qui n'est plus à la hauteur des besoins et des ambitions de la Métropole. Pour ce dossier épineux entre tous, et pour celui, plus large encore, des Affaires municipales, je désigne une Montréalaise de cœur et de tête: Louise Harel. Je suis tenté de dire qu'il n'y a pas plus montréalais qu'une Montréalaise. Et c'est vrai dans ce nouveau gouvernement, où se côtoient un véritable front commun des femmes de l'Est de Montréal. En plus de Louise Harel et de Diane Lemieux, on y retrouve la ministre du Revenu, Rita Dionne-Marsolais, et la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, Nicole Léger.

Ces dernières années, nos efforts de dialogue avec les nations autochtones ont commencé à porter fruits, et c'est dans une large mesure grâce au travail de Guy Chevrette, que je reconduis dans ses fonctions de ministre délégué aux Affaires autochtones et de ministre responsable de la Réforme électorale. Il cumulera ces fonctions avec celles de ministre des Transports et ministre responsable de la Faune et des Parcs. Aux Transports, Jacques Baril viendra lui prêter main-forte comme ministre délégué. Rarement le Québec ne s'était plus rassemblé qu'à l'heure du grand verglas, en début d'année. La Commission Nicolet produira bientôt un important rapport sur les moyens de mieux organiser notre solidarité en cas de grande épreuve. Il incombera au ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, de recevoir ce rapport et d'améliorer la capacité québécoise d'entraide en cas d'urgence. Le dépôt du rapport de la Commission Poitras, sur la Sûreté du Québec, sera aussi un moment important.

À la Justice, Linda Goupil est la nouvelle et première femme ministre. Elle cumule ces fonctions avec celle de ministre responsable de la Condition féminine. Je vois là une

conjonction qui ne peut que s'avérer favorable à l'administration de la justice. Un Québec en prise sur le monde Le Québec que nous voulons construire ici, c'est un Québec ouvert sur ses voisins et sur le monde. Dans quelques jours, nous accueillons le premier ministre français, dans le cadre des visites annuelles alternées que nous avons rétablies depuis quatre ans. Au printemps, la Saison du Québec à Paris constituera la plus grande opération de promotion du Québec jamais réalisée en Europe. Dans un an, l'Assemblée nationale recevra pas moins de 1000 parlementaires américains, dans le prolongement de son action pour faire de Québec un carrefour de la démocratie et des Amériques. Et pendant la campagne électorale, nous avons proposé de faire des années qui viennent, la décennie québécoise des Amériques, pour profiter économiquement et culturellement de l'ouverture du grand marché américain.

Il faut donc à la barre du ministère des Relations internationales une femme qui ne craint pas de relever ce genre de défi. Il s'agit de Louise Beaudoin, qui garde de surcroît le dossier de la Charte de la langue française. Nous comptons être tout aussi actifs pour entretenir et étendre encore nos relations avec nos voisins canadiens. Un dossier important, celui du droit de retrait avec compensation dans le cadre de l'Union sociale, fait partie de nos priorités. À compter du mois d'août, le Québec présidera pour un an la conférence des premiers ministres des provinces.

Il me fait ainsi plaisir de reconduire dans sa charge le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Joseph Facal. De son côté, Jocelyne Caron continuera à exercer ses fonctions de whip et, à ce titre, à participer aux délibérations du Conseil des ministres. En terminant, je tiens à remercier ceux et celles qui quittent le Conseil. Ils ont travaillé avec compétence et dévouement dans les tâches qui leur étaient confiées, et je veux les en féliciter.

Le 30 novembre, le peuple québécois s'est choisi un nouveau gouvernement. En procédant aux nombreux changements dont je viens de vous faire part, j'ai voulu donner un véritable nouveau départ à l'action gouvernementale, un nouveau souffle et un nouvel élan.

J'aime à penser que nous avons devant nous le gouvernement de la nouvelle jeunesse du Québec.

Merci.